



*Au service
des peuples
et des nations*

PA3D

**PROJET D'APPUI À LA DÉCENTRALISATION, À LA DÉCONCENTRATION ET
AU DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL AU BÉNIN**

RAPPORT ANNUEL 2013

**DU PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION, A LA
DECONCENTRATION ET AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
LOCAL AU BENIN**

LEXIQUE DES SIGLES

SIGLE	DEFINITION
ADECoB	Association pour le Développement des Communes du Borgou
ADECOI	Projet d'Appui au Développement Communal et aux Initiatives Locales
AEGL	Auto Evaluation de la Gouvernance Locale
APIDEV	Association pour la Promotion des Initiatives de Développement Durable
ASGoL	Appui Suisse à la Gouvernance Locale
ASPEF	Appui Suisse pour la Promotion de l'Education des Filles
CFA	Colonies Françaises d'Afrique
COLABEST	Coopérative Laitière du Borgou Est
CSAF	Chef Service Affaire Financière
CSPDL	Chef Service de Planification et de Développement Local
CST	Chef Service Technique
DAT	Direction de l'Aménagement du Territoire
DDEMP	Direction Départementale des Enseignements Maternel et Primaire
DDFSN	Direction Départementale de la Famille et de la Solidarité Nationale
FADeC	Fonds d'Appui pour le Développement des Communes
FASADEL	Filière Agricole, Sécurité Alimentaire et Développement Economique Local
FBASA	Fonds Belge de Sécurité Alimentaire
FDL	Fonds de Développement Local
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GBCO	Gestion Budgétaire et Comptable des Communes
IMF	Institution de Micro-Finance
INSECALIN	Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle
JIF	Journée Internationale de la Femme
MDGLAAT	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OP	Organisations Paysannes
PAC	Plan d'Assistance Conseil
PACEA	Projet d'Appui aux Communes dans les secteurs Eau et Assainissement
PAI	Programme Annuel d'Investissement
PARIEFIC	Plan d'Actions de Renforcement Institutionnel Economique et Financier des Communes
PA3D	Projet d'Appui à la Décentralisation, à la Déconcentration et au Développement économique local au Bénin
PDC	Plan de Développement Communal
PFiD	Plateforme pour l'implication des Femmes aux instances de prise de Décisions

PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PONADEC	Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SECALIN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SIT	Système d'Information Territorial
SNV	Service Néerlandais de Développement
TDL	Taxe de Développement Local
TDR	Termes de Références
UAC	Unité d'Appui Conseil du Projet
UFec/ABC	Union des Femmes élues Conseillères dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
VNU	Volontaire des Nations Unies
ZIP	Zone d'Intervention du Projet

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 1	9
Tableau 2 : Réalisations financières du produit 1.....	10
Tableau 3 : Indicateurs de progrès du produit 1	11
Tableau 4 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 2	13
Tableau 5 : Réalisations financières du produit 2.....	16
Tableau 6 : Indicateurs de progrès du produit 2.....	17
Tableau 7 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 3	18
Tableau 8 : Réalisations financières du produit 3.....	22
Tableau 9 : Indicateurs de progrès du produit 3.....	23
Tableau 10 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 4	25
Tableau 11 : Réalisations financières du produit 4.....	26
Tableau 12 : Indicateurs de progrès du produit 4.....	27
Tableau 13 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 5	29
Tableau 14 : Réalisations financières du produit 5.....	32
Tableau 15 : Indicateurs de progrès du produit 5.....	33
Tableau 16 : Exécution du budget 2013 au 30 septembre 2013	33

TABLE DES MATIERES

LEXIQUE DES SIGLES	2
LISTE DES TABLEAUX	4
TABLE DES MATIERES	5
RESUME	6
INTRODUCTION.....	7
I- Les enjeux de l'année 2013.....	7
II- Les progrès enregistrés au 20 décembre 2013	8
2.1 Au plan politique et institutionnel.....	8
2.2. Du point de vue des indicateurs d'activités et de produits	8
2.2.1. Produit 1 : L'environnement institutionnel et financier des communes est amélioré.....	8
2.2.2. Produit 2 : Les filières agricoles stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont promues par les communes	11
2.2.3. Produit 3 : Des mesures de réduction des inégalités dont sont victimes les femmes sont mises en œuvre par les communes	17
2.2.4. Produit 4 : Les sources de revenus des groupements vulnérables sont diversifiées dans la ZIP	24
2.2.5. Produit 5 : Les politiques publiques locales des communes de la ZIP sont améliorées	27
2.3 Exécution financière	33
2.4 Gestion institutionnelle du projet	34
III- Les perspectives pour le quatrième trimestre 2014.....	34
3.1 Au plan politique	34
3.2 Activités majeures à mettre en œuvre au cours du quatrième trimestre 2013.....	34
Produit 1 : L'environnement institutionnel et financier des communes est amélioré.....	34
Produit 2 : Les filières agricoles stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont promues par les communes	34
Produit 3 : Des mesures de réduction des inégalités dont sont victimes les femmes sont mises en œuvre par les communes	35
Produit 4 : Les sources de revenus des groupements vulnérables sont diversifiées dans la ZIP	35
Produit 5 : Les politiques publiques locales des communes de la ZIP sont améliorées	35
CONCLUSION.....	35
Annexes	36
I- FICHE SYNTHÈSE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS FDL	36
II- TABLEAU DE SUIVI DES INDICATEURS.....	57

RESUME

Au cours de l'année 2013, conformément aux recommandations de la revue technique, l'accent a été mis sur la correction des insuffisances constatées sur les réalisations des FDL 2010 et 2011, sur l'appropriation des réalisations par les bénéficiaires et sur la pérennisation de celles-ci.

L'adoption par le Comité d'Attribution des Financements (CAF) de la répartition des ressources du Fonds de Développement Local au titre de 2013 (FDL 2012) a permis aux communes de bénéficier de l'accompagnement de l'Unité d'Appui Conseil du projet (UAC) pour la finalisation des idées de sous-projets ainsi que la préparation des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) pour leurs mise en œuvre.

Aussi pour répondre aux nombreuses préoccupations des instances de gestion du projet surtout en ce qui est la viabilité des réalisations après le projet, l'UAC a élaboré une note technique pour orienter prioritairement les ressources dudit FDL vers la consolidation des investissements déjà réalisés notamment dans le domaine maraîcher.

Au cours de l'année, les communes de la Zone d'Intervention du Projet (ZIP) ont bénéficié de l'accompagnement technique du projet pour retenir les modes de gestion appropriés des infrastructures marchandes dans l'optique d'un accroissement des ressources propres des communes. L'évaluation des Spécialistes en Mobilisation des ressources a permis de constater que le volume des ressources issues de la mobilisation de la TDL a connu un accroissement en 2012, entre 132% à 322%, en référence à 2011. On note également la très forte contribution de la TDL (9% à 87%) aux ressources fiscales.

Egalement au cours de l'année, le suivi du warrantage a été fait et a consisté au suivi des opérations de déstockage des magasins, au suivi des expressions des besoins en intrants spécifiques. Retenons que, sur les 15 magasins réalisés, 13 ont été opérationnels pour cette campagne 2012-2013. Au total, 357 producteurs dont 151 femmes ont déposé 19 987 sacs de produits constitués essentiellement de maïs et de soja pour un tonnage d'environ 2 230 tonnes. Pour cette quantité stockée l'IMF partenaire à savoir SIA N'SON Micro finance a placé un crédit de 199 870 000 FCFA. Comparativement à la campagne agricole écoulée (2011-2012) on note un accroissement de 63% en tonnage et en valeur. Seul le Soja a connu des difficultés de commercialisation dans certaines localités.

Enfin, à l'issue de la mise en œuvre des autoévaluations participatives de la gouvernance locale au titre de 2012, on observe que le score global moyen au niveau de la ZIP est en légère régression par rapport à 2011 (2,23 contre 2,28). Ceci s'explique par le fait que la troisième tranche du FADEC 2010 a été mise à la disposition des communes en 2011, biaisant de fait les scores obtenus au cours de cet exercice.

INTRODUCTION

Le Projet d'Appui à la Décentralisation, à la Déconcentration et au Développement économique local au Bénin (PA3D) a une durée de 5 ans. Il couvre la période : 15 juin 2009 au 15 juin 2014. D'un coût total estimé de 9.700.000 \$ US soit 4.656.000.000 F CFA, il est financé par l'UNCDF (United Nations Capital Development Fund), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds Belge de Sécurité Alimentaire (FBSA) et le Gouvernement du Bénin.

Le Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire (MDGLAAT) est le ministère de tutelle du projet.

L'objectif global de ce projet est de contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans le Borgou. De façon spécifique, il vise à renforcer les capacités des communes et des acteurs locaux à stimuler efficacement le développement économique et à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Le présent rapport fait le point des activités menées par l'Unité d'Appui Conseil (UAC) du projet au cours des trois premiers trimestres de l'année 2013. Il comporte un rappel des enjeux de l'année 2013, les résultats significatifs obtenus par produit, les difficultés rencontrées, les bilans d'exécutions physique et financière et les perspectives pour le quatrième trimestre 2013.

I- LES ENJEUX DE L'ANNEE 2013

Les principaux enjeux du projet pour l'année 2013 sont : (i) la mise en œuvre des recommandations de la revue technique du projet en vue de garantir des conditions optimales pour la mise en œuvre du dernier cycle d'investissement (ii) le fonctionnement réel des infrastructures et autres réalisations des deux cycles d'investissement et (iii) poursuivre l'appui institutionnel au niveau national et aux communes partenaires.

De façon spécifique, il s'agira de :

- 1- Mettre en œuvre des mesures de pérennisation des acquis (définition et mise en œuvre des modes appropriés de gestion par type de réalisation, meilleur accompagnement des acteurs, poursuite des actions transversales dont notamment le genre).
- 2- Appuyer la DGDGL et la DPP pour la mise en œuvre de son PTA,
- 3- renforcer les capacités des acteurs communaux pour accroître la mobilisation des ressources propres et la maîtrise d'ouvrage communale,
- 4- Prendre en compte les besoins des couches vulnérables dans les instruments de planification des investissements ;

- 5- Contribuer à l'instauration d'un cadre approprié de collecte des données en vue d'un meilleur suivi des activités du projet ;
- 6- Poursuivre les actions de sensibilisation et de renforcement de capacités à l'endroit des femmes mais également en direction des élus communaux afin que (i) des mesures spécifiques en faveur des femmes soient prises dans les budgets communaux (ii) les femmes soumettent et mettent en œuvre des initiatives viables.
- 7- Accompagner les initiatives économiques émanant des groupes vulnérables en renforçant leurs capacités d'auto emploi et en soutenant des initiatives de création d'emplois et de revenus au niveau local.

II- LES PROGRES ENREGISTRES AU 20 DECEMBRE 2013

2.1 AU PLAN POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL

Au plan politique, les acteurs communaux se sont rendus disponibles en attendant le démarrage de la campagne en vue des élections communales, municipales et locales.

Au plan institutionnel et plus précisément, par rapport au pilotage de la décentralisation, le Secrétariat Permanent de la PONADEC ayant été installé au cours de l'année 2012, un appui lui a été apporté pour la mise en œuvre de son plan de travail annuel.

2.2. DU POINT DE VUE DES INDICATEURS D'ACTIVITES ET DE PRODUITS

Il s'agit d'une synthèse des différentes actions menées ainsi que des avancées notées dans l'atteinte des objectifs au cours de l'année 2013.

2.2.1. Produit 1 : L'environnement institutionnel et financier des communes est amélioré

Le projet a poursuivi l'appui aux communes pour l'amélioration de leur environnement institutionnel et financier notamment par la mise en œuvre de stratégies favorisant une mobilisation plus accrue de leurs ressources propres.

De même, les efforts du projet se sont poursuivis pour un meilleur pilotage de la décentralisation à travers quelques appuis au ministère en charge de la décentralisation.

A. Point de la mise en œuvre de la planification de la période

Au titre de l'année 2013, deux principales actions ont été planifiées. Il s'agit notamment de :

- 1°) Appui au fonctionnement des SMR (prise en charge des salaires) ;
- 2°) Appui à la DGDGL pour la vulgarisation des lois sur la décentralisation.

Le détail des actions menées et des résultats obtenus sont analysés ci-après :

Tableau 1 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 1

Activités			Indicateurs													
Prévues	Détail des actions menées	Observations/ Difficultés	Libellé	Cible annuelle	Cible atteinte	Observations/Difficultés										
Appui au pilotage de la décentralisation et de la déconcentration (Ponadec ; diffusion des outils ; opérationnalisation PAC)	Appui à la DGDGL pour la mise en œuvre de son PTA : Vulgarisation des textes et loi sur l'intercommunalité	La vulgarisation s'est faite sous forme d'un atelier regroupant l'ensemble des Maires et responsables des services communaux et déconcentrés. Un aide-mémoire des notions clés a été édité et distribué à tous les acteurs.	Au moins 2 actions du Programme d'Assistance Conseil (PAC) de la Préfecture sont mises en œuvre par année avec l'appui financier du projet en lien avec les fonctions de la tutelle (contrôle de conformité des actes, appui conseil)	2	0	Ressources non disponibles										
	Appui au Secrétariat Permanent de la PONADEC : un consultant est recruté pour appuyer l'élaboration du dispositif de suivi évaluation de la PONADEC.	Le contrat est signé, la mission a démarré et le rapport est prévu pour la fin de décembre 2013.		1	1	La première tranche du contrat est versée. Le reliquat sera payé en 2014										
Accroissement des ressources financières des communes (FADEC ; Stratégie de mobilisation de ressources)	Mise à disposition des communes, d'agents en charge de la mobilisation des ressources propres : Prise en charge des salaires et Evaluation des SMR	L'évaluation des SMR conformément à leur contrat a permis d'apprécier leurs contributions à l'amélioration des ressources propres des communes	Accroissement des ressources propres des communes	5%	Bemb : - 32% Kalalé : 89% Ndali : 9% Nikki : 22% Pèrèrè : -4% Sinendé : 69% Tchaourou : 7% Moyenne : 12% Ces données sont celles de 2012 ; celles de 2013 seront disponibles après l'adoption des comptes administratifs courant 2014.	Outre cette amélioration de l'indicateur de suivi, on assiste également à une amélioration de la capacité d'autofinancement (voir Tableau 3) et des dépenses pour l'entretien des infrastructures desdites communes comme ci-dessous.										
	Appui à l'élaboration de stratégie de mobilisation des ressources financières locales : (i) Formation sur la gestion des infrastructures marchandes (ii) Stratégie de mobilisation des ressources provenant de la gestion des infrastructures marchandes	(i) Mission conjointe avec le Chargé de Programme de ADéCoB en charge des Finances locales. (ii) Appui aux consultants de ADéCoB pour la mise en place de la stratégie de mobilisation des ressources financières locales														
						<table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Dép. Entre- tien</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bemb</td><td>8%</td></tr> <tr> <td>kalalé</td><td>10%</td></tr> <tr> <td>N'Dali</td><td>3%</td></tr> <tr> <td>Nikki</td><td>9%</td></tr> </tbody> </table>		Dép. Entre- tien	Bemb	8%	kalalé	10%	N'Dali	3%	Nikki	9%
	Dép. Entre- tien															
Bemb	8%															
kalalé	10%															
N'Dali	3%															
Nikki	9%															

						Pèrèrè	5%
						Sinendé	5%
						Tchaourou	3%
	Validation de la stratégie de mobilisation des ressources locales ; Suivi appui conseil aux communes pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources locales.	Un atelier de validation et de définition des modalités pratiques de mise en œuvre de la stratégie a été organisé dans chaque commune à l'exception de Tchaourou et a permis, entre autre, de retenir un mode de gestion pour chaque type de réalisation					

Les coûts par source de financement, des activités menées se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 2 : Réalisations financières du produit 1

ACTIVITES	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT EN FCFA								COUT TOTAL FCFA		
	UNCDF		FBSA		PNUD		BUDGET NATIONAL				
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Appui au pilotage de la décentralisation et de la déconcentration (Ponadec ; diffusion des outils ; opérationnalisation PAC)	4 653 000	1 541 430	0	0	15 750 000	14 077 955	0	0	20 403 000	15 619 385	76,55
Accroissement des ressources financières des communes (FADEC ; Stratégie de mobilisation de ressources)	18 450 000	23 255 230	0	0	0	0	0	0	18 450 000	23 255 230	126,04
TOTAL	23 103 000	24 796 660	0	0	15 750 000	14 077 955	0	0	38 853 000	38 874 615	100,06

Le taux d'exécution des activités planifiées pour l'année est de 100% pour 100,06 % du budget alloué.

B. Progrès enregistrés au niveau des indicateurs de produits du cadre logique

La capacité d'autofinancement des communes établie sur la base des données de gestion 2012, est en moyenne de 4%. 5 communes ont pu dégager une capacité d'autofinancement positive. Les autres ont eu recours à d'autres ressources financières pour équilibrer leur budget en fin d'année.

Tableau 3 : Indicateurs de progrès du produit 1

Indicateurs de produits	Valeur de référence	Valeur début 2013 ¹	Cible fin 2013	Valeur atteinte	Observations/Difficultés
La capacité d'autofinancement s'est accrue d'au moins 4% l'an pour au moins 4 communes.	0	8%	4%	- Seront disponibles après adoption des comptes administratifs	Données au 31 décembre 2012 : Bemb : 19% Kalalé : 10% N'Dali : 20% Nikki : (-4%) Pèrèrè : 3% Sinendé (-2%) Tchaourou : 16% Moyenne : 8%

2.2.2. Produit 2 : Les filières agricoles stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont promues par les communes

L'UAC, tenant compte des nombreuses préoccupations soulevées par les organes de gestion du projet, a mis l'accent au cours de l'année sur le suivi de la mise en œuvre des mesures de pérennisation. Un accompagnement a également été apporté aux communes pour garantir la viabilité des sous projets retenus au titre du dernier cycle de financement à travers la définition des priorités d'investissements ainsi que la préparation de la mise en œuvre des études de préféabilité avec l'appui de Volontaires du Nations Unies (VNU) et d'un stagiaire recrutés à cet effet.

A. Point de la mise en œuvre de la planification de la période;

Au titre du dernier trimestre 2013, trois actions ont été planifiées à savoir :

- 1) Appui aux communes pour la préparation de la réalisation d'infrastructures dans le cadre du FDL 2012
- 2) Capitalisation de l'expérience de warrantage
- 3) Installation et renforcement des comités de cogestion au niveau des magasins

Le détail des actions menées et des résultats obtenus sont présentés ci-dessous.

¹ Il s'agit de la valeur de l'exercice 2012

Tableau 4 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 2

Activités			Indicateurs			
Prévues	Détail des actions menées	Observations/Difficultés	Libellé	Cible annuelle	Cible atteinte	Observations/Difficultés
Appui aux filières maïs, manioc, produits maraîchers et petit élevage.	Extension de l'expérience du warrantage dans les communes prenant en compte les effets des changements climatiques.	Pour cette campagne, les sept communes de la zone d'intervention du projet soit 100% ont mis en œuvre le warrantage. Sur les 15 magasins réalisés, 13 magasins sont utilisés pour le warrantage. Les magasins de Guinagourou dans la commune de Pèrèrè et Sinahou dans la commune de Tchaourou n'ont pas pu être fonctionnels en dépit des nombreuses séances de sensibilisation. Il est envisagé des sensibilisations pour un stockage simple de produits par les commerçants.	Filières promues	2	2	Les communes ont été relancées pour les actions de reboisement autour des réalisations du projet dont les magasins de warrantage à l'occasion de la journée de l'arbre. Du point qui est fait, cette recommandation a été mise en œuvre dans certaines communes et surtout au niveau des magasins pour lesquels les conditions s'y prêtaient. Il s'agit des communes de Pèrèrè (magasin de Pèrèrè), de Kalalé (magasin de Basso), de Bembèrèkè (magasin de Gamia).
		Le suivi du warrantage au niveau des 07 communes au cours du deuxième trimestre s'est poursuivi. Il a consisté à un suivi des stocks. En dehors des magasins de Sinendé où les produits ont été retraités en raison des attaques par les insectes les produits stockés dans les autres magasins n'ont pas connus de dommages. Le suivi du déstockage a été effectif. Les produits ont été convenablement déstockés et les crédits remboursés à l'IMF SIA N'SON. Une étude de capitalisation a été menée au cours du dernier trimestre et a mis en exergue les points forts et les points faibles du dispositif (Cf. Etude de capitalisation du warrantage dans le Borgou).				
	Poursuite de la mise en œuvre des actions de promotion des quatre filières stratégiques	Conformément aux recommandations du COP 2012, le projet a appuyé les communes de N'Dali et de Pèrèrè, pour améliorer la mise en œuvre des sous- projets de promotion des filières. Ainsi des séances pour donner une suite aux élevages en groupement de Sinisson, Wobakarou et Boko dans la commune de N'Dali ont été tenues et la séance de travail entre le				N'Dali les fermiers des unités d'élevage de poules pondeuses de Wobakarou et d'élevage d'ovin et d'embouche ovine de Sinisson sont connus. A Boko, la gestion de l'unité d'élevage

		CARDER et la mairie de Pèrèrè a aussi été tenue. Pour ce qui est de l'unité de Sinisson, la séance a abouti au partage des animaux et chaque membre du groupement a reçu un noyau reproducteur pour une conduite individuelle. Au titre des recommandations pour la suite des activités, il a été retenu d'installer des jeunes professionnels formés au niveau des écoles d'agricultures ou par le projet PPEA au niveau des infrastructures initialement exploitées par les groupements dans la mesure du possible. Pour Pèrèrè, un plan de suivi a été retenu. Enfin en application d'une recommandation du CTG qui avait souhaité que les prochains sous-projets à retenir dans le cadre de la promotion des filières soient mieux élaborés, le PA3D a accompagné toutes les communes de sa zone d'intervention dans l'identification des sous- projets viables. Au cours du troisième trimestre, l'UAC a participé à la réception provisoire des travaux au niveau de l'unité de transformation de soja, d'aménagement du périmètre maraîcher de Takou et de la bergerie réalisée au niveau de Gbari au titre du FDL 2011.				de volailles se poursuit par un seul bénéficiaire. Mais la commune n'a pu assister les autres membres pour promouvoir d'autres AGR malgré l'appui du PA3D en termes de propositions à mettre en application.
	Appui aux communes pour la mise en œuvre des mesures de pérennisation des investissements	Au cours de l'année, l'AUC a suivi la mise en œuvre des actions de pérennisation. Les actions de renforcement des capacités des membres des comités de cogestion des magasins, les signatures de protocoles de partenariat avec les bénéficiaires et les reboisements au niveau des réalisations ont été effectifs.				2 VNUs agronomes et un stagiaire ont renforcé l'équipe de l'UAC. La présence des VNU et du Stagiaire ont permis de se rendre compte des difficultés dans la mise en œuvre des certaines mesures de pérennisation surtout au niveau de l'élevage des poules pondeuses, de lapins et de maraîchage. Les agents spécialisés des CARDER seront mis à contribution pour corriger les insuffisances (conditions à remplir pour assurer la mise en place d'un nouvel élevage, et pour garantir la bonne utilisation des nouveaux équipements ou le remplacement des équipements de maraîchage).

Développement des infrastructures de soutien aux filières	Suivi de la mise en place des comités de gestion des infrastructures de stockage et renforcement de leur capacité	Afin de garantir une transparence dans le fonctionnement des magasins de warrantage, le PA3D a élaboré et mis à la disposition des communes un protocole de cogestion des magasins. Au cours de l'année, un appui dans le sens de la signature des ces protocoles et surtout de la prise d'arrêté pour installer les différents comités a été donné aux communes.				
	Appui à la structuration des producteurs des filières stratégiques en réseaux (Maïs et maraichage)	Au cours de l'année toutes les communes de la zone d'intervention ont été accompagnées dans la structuration des organisations paysannes maraîchères. Il faut noter qu'avec l'application de l'acte uniforme de l'OHADA, les différents groupements notamment maraîchers doivent revoir leurs textes en vue de leur mutation en coopératives. Au terme de la mission d'appui une feuille de route a été retenue et prévoit : – L'élaboration/l'actualisation par commune d'un répertoire des différents groupements maraîchers – L'élaboration d'avant projet de textes pour la mutation en coopérative, lesdits textes devant être amendés au cours d'un atelier – L'organisation des assemblées générales constitutives pour l'installation des coopératives au niveau des différents périmètres – L'organisation d'une assemblée générale communale pour l'installation de la faîtière communale par chaque commune – L'organisation d'une assemblée générale au niveau du département pour l'installation du réseau des maraîchers du Borgou. – Les termes de références pour un atelier d'harmonisation des approches des différents PTFs pour ce qui est de l'appui aux communes pour la structuration des maraîchers ont été élaborés. Des échanges avec la Direction Générale du CARDER on peut retenir que l'atelier peut se tenir au cours du dernier trimestre de l'année.	Part des investissements orientés vers les infrastructures de soutien aux filières	20%	ND	
	Appui aux communes pour l'approvisionnement en intrants spécifiques	Le PA3D a accompagné les communes dans l'expression des besoins en intrants spécifiques des producteurs situés dans les localités mobilisées pour le warrantage. En effet, des dispositions convenues avec la Direction Régionale de l'Exploitation(DRE) de la SONAPRA, les compartiments				Du point qui est fait, il ressort que dans certaines communes des PTF ont acquis des intrants spécifiques pour les producteurs à rembourser à la récolte à l'image de l'expérience de l'IFDC à Sinendé les campagnes écoulées. C'est le cas à Kalalé et avec le PASDER et à N'Dali avec ARCOD.

		intrants des magasins de warrantage peuvent recevoir les intrants spécifiques si les besoins des producteurs sont connus et transmis à la SONAPRA par le biais des CARDER. Le suivi de l'expression des besoins a été fait.				
--	--	---	--	--	--	--

Les coûts par source de financement, des activités menées se présentent ainsi qu’il suit :

Tableau 5 : Réalisations financières du produit 2

ACTIVITES	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT EN FCFA								COUT TOTAL FCFA		
	UNCDF		FBSA		PNUD		BUDGET NATIONAL		FCFA		
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Appui aux filières maïs, manioc, produits maraîchers et petit élevage.	0	0	2 800 000	2 161 000	0	0	0	0	2 800 000	2 161 000	77,17
Développement des infrastructures de soutien aux filières	0	0	222 352 500	213 943 098	0	0	0	0	222 352 500	213 943 098	96,21
TOTAL	0	0	225 152 500	216 104 098	0	0	0	0	225 152 500	216 104 098	95,98

Le taux d’exécution physique des activités du produit 2 au cours de l’année est de 100% pour 95.98 % du budget alloué.

B. Progrès enregistrés au niveau des indicateurs de produits du cadre logique;

La proportion des ménages vulnérables ayant bénéficié des appuis du PA3D pour la mise en œuvre des AGR de sécurité alimentaire n'a pas évolué en 2013 par rapport au niveau atteint en 2012 (22,19%). Cet indicateur sera actualisé après la mise en œuvre des sous-projets du dernier cycle d'investissement (FDL 2012).

Tableau 6 : Indicateurs de progrès du produit 2

Indicateurs de produits	Valeur de référence	Valeur début 2013	Cible fin 2013	Valeur atteinte	Observations
Proportion des ménages vulnérables ayant bénéficié des appuis du PA3D pour la mise en œuvre des AGR de sécurité alimentaire est d'au moins 40%	0	22,19%	25%	-	Statu quo. A actualiser après la mise en œuvre du FDL 2012
Le taux de remplissage des magasins de warrantage est de 100% en période de soudure	0	85%	100%	90%	Explication sommaire :

2.2.3. Produit 3 : Des mesures de réduction des inégalités dont sont victimes les femmes sont mises en œuvre par les communes

Au terme du diagnostic spécifique réalisé dans la ZIP, les principaux déterminants de la vulnérabilité des femmes à la pauvreté et à l'extrême pauvreté sont entre autres, leur faible participation à la prise de décision et leur forte dépendance économique.

Pour y remédier, le PA3D a poursuivi la mise en œuvre des recommandations de la revue technique du projet à travers un plaidoyer permanent à l'endroit des Maires pour la prise en compte de l'approche genre et des mesures d'appropriation et de pérennisation lors de la mise en œuvre des actions de développement au niveau local.

A. Point de la mise en œuvre de la planification de la période

Le renforcement des capacités des acteurs stratégiques en lien avec le genre et l'appui aux activités économiques des femmes sont les deux principales activités planifiées au niveau de ce produit.

Les actions du troisième trimestre ont été poursuivies et se résument comme suit :

- ✓ Suivi des activités économiques des femmes appuyées par le projet ;
- ✓ Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie genre du projet ;
- ✓ Analyse des PAI 2013 des communes sous l'aspect Genre.

Tableau 7 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 3

Activités			Indicateurs			
Prévues	Détail des actions menées	Observations/Difficultés	Libellé	Cible annuelle	Cible atteinte	Observations
Renforcement de capacités des acteurs stratégiques en lien avec le genre	Appui technique aux communes pour l’élaboration du PTA 2013 du CCSG : - Les CCSG des sept communes disposent d’un PTA ; Appui à la mise en œuvre d’une activité du PTA 2013 du CCSG des 7 communes ; - Des actions de sensibilisations ont été appuyés dans les tous les arrondissements des communes sur divers thèmes ; - Séance de travail avec PASGoL pour identifier les stratégies d’interventions en synergie en appui aux PTA des CCSG.	- les échanges avec le PASGoL sur la synergie d’actions en matière d’appui aux CCSG n’a pas connu de suite favorables. - les rapports de mise en œuvre des PTA 2013 des CCSG n’ont pas encore été transmis au projet.	Les communes disposent de budgets sensibles au genre à partir de 2011	7	7	
	Appui à l’organisation de la journée du 08 mars 2013 : Tenues de 6 réunions préparatoires avec les autres PTF notamment PASGoL, FNUAP, UFeC /ABC, UNICEF, APIDeV, SIAN’SON ONG, LARES, la SNV, le PAM et les structures départementales (Préfecture, Direction en charge de la famille, Direction en charge de l’emploi des Jeunes et des Femmes) ; - Participation technique de l’équipe - Contribution financière aux manifestations officielles de la JIF à Nikki ; - Organisation d’un atelier bilan de la JIF ; - courrier et échanges avec la mairie de Nikki au sujet de la destination des recettes issues de la JIF 2013 Nikki. - participation à la première séance préparatoire de la JIF 2014 à Bembèrèkè.	Les plaidoyers à l’endroit des autres communes en vue de leur contribution financière aux manifestations officielles à Nikki n’ont pas abouti ; Le PA3D n’a pas pu organiser les séances ciblées de sensibilisation contrairement aux éditions antérieures du fait de l’insuffisance des ressources financières, ôtant ainsi à la JIF son caractère éducatif ; La commune de Nikki a pu mobiliser 31,22% du budget total requis soit un montant de 3 172 000 Francs CFA sur 10 161 050 Francs CFA ; - les recettes des étrennes (des pagnes, T-shirts et polos) s’élèvent à 1 211 000 francs CFA ; il est attendu de la commune des propositions d’investissements de ces recettes dans une activité économique au profit des femmes ; - dans une perspective de pérennisation de la démarche de célébration concertée de la JIF, UFeC-ABC a été retenue pour en assurer le leadership ; - il est prévu l’élaboration d’une charte entre les parties prenantes à la JIF. -un avant projet de charte est élaboré.				

		à leur genre ; - il a été installé par l’Institut Kilimandjaro et le Programme Société Civile et Culture, un site maraîcher goutte-à-goutte entraînant l’occupation de ce site au détriment de celui du PA3D ; - Sur la plupart des sites maraîchers, les activités économiques se sont menées durant la dernière campagne de maraîchage ; - 151 femmes ont pris part à la dernière campagne de warrantage et ont réalisé des bénéfices ayant servi à mener d’autres activités économiques ; - le manque de ressources financières n’a pas permis de collecter les données en vue de l’évaluation des revenus additionnels des activités économiques des femmes au titre de 2014.				
--	--	---	--	--	--	--

Les coûts par source de financement, des activités menées se présentent ainsi qu’il suit :

Tableau 8 : Réalisations financières du produit 3

ACTIVITES	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT EN FCFA								COUT TOTAL		
	UNCDF		FBSA		PNUD		BUDGET NATIONAL				
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Taux
Renforcement de capacités des acteurs stratégiques en lien avec le genre	0	0	26 247 500	21 611 498	10 000 000	9 976 267	0	0	36 247 500	31 587 765	87,14
TOTAL	0	0	26 247 500	21 611 498	10 000 000	9 976 267	0	0	36 247 500	31 587 765	87,14

Toutes les activités planifiées, au titre du produit 3, ont été mises en œuvre à l’exception de : (i) l’activité relative à l’évaluation des revenus additionnels des femmes, du fait du manque de ressources financières et

- celle portant sur la collecte et sur l’analyse des arrêtés des commissions d’élaboration des budgets pour laquelle les communes n’ont pas réagit à la date de l’élaboration du rapport. , La planification du trimestre, au titre du produit 3, a été mise en œuvre avec 87,14 % des ressources budgétisées.

La seule activité poursuivie concerne l'actualisation des données du projet. La mission de suivi prévue à cet effet a permis de collecter des données complémentaires sur la performance du circuit de mise en œuvre des deux cycles de FDL. Les données relatives aux fiches de suivi des sous projets des FDL ont également été mises à jour en annexe du rapport. Dans le cadre de l'amélioration des outils de planification, il a été procédé à la collecte et à l'analyse des PAI 2013 sous l'aspect genre.

Tableau 13 : Synthèse de la mise en œuvre de la planification du Produit 5

Activités			Indicateurs			
Prévues	Détail des actions menées	Observations/Difficultés	Libellé	Cible annuelle	Cible atteinte	Observations/Difficultés
Appui à la maîtrise d'ouvrage communale	Mise en œuvre des recommandations de la revue technique sur l'appropriation et la pérennisation des sous-projets du FDL : L'activité s'est déroulée en deux étapes : (i) Une étude sur la gestion des infrastructures marchandes a été conduite ; (ii) et une mission d'appui pour la mise en place d'un dispositif efficace et adapté de gestion des infrastructures marchandes a été organisée dans chaque commune	1. La gestion des infrastructures marchandes ne suit pas les principes réglementaires 2. Le secteur Eau a mis en place une démarche fiable mais certains principes du mode de gestion ne sont pas restés : les ressources sont gérées hors budget	Au moins 75% des infrastructures sont gérées conformément au mode de gestion approprié.	75%	100%	Plusieurs communes ont délibéré sur l'affermage comme modes de gestion des infrastructures. Il reste à passer à la phase active.
	Appui à la formation sur les modes de gestion des infrastructures publiques	1 - Equipements hydrauliques sont en majorité gérés en affermage 2 – Marchés à bétail, gares routières et les abattoirs et boucheries sont gérés en régie avec des comités locaux des usagers 3 – Marchés de divers sont gérés en régie 4 – Le processus de mise en place de la gestion des Magasins de warrantage est en cours avec l'élaboration d'un projet de convention				

Activités			Indicateurs			
Prévues	Détail des actions menées	Observations/Difficultés	Libellé	Cible annuelle	Cible atteinte	Observations/Difficultés
Amélioration des instruments de planification	Collecte des données et évaluation des PAI 2013	Nikki : Nombre total d'activités prévues dans le PAI : 145 ; Nombre d'activités intégrant le Genre prévues dans le PAI : 61 soit 42 % pour une proportion budgétaire de 24,62%. Kalalé : Nombre total d'activités prévues dans le PAI : 49 ; Nombre d'activités intégrant le Genre prévues dans le PAI : 43 soit 87,75% pour une proportion budgétaire de 12,25%. N'Dali : Nombre total d'activités prévues dans le PAI : 58 ; Nombre d'activités intégrant le Genre prévues dans le PAI : 39 soit 67,24% pour une proportion budgétaire de 08,25%. Sinendé : Nombre total d'activités prévues dans le PAI : 42 ; Nombre d'activités intégrant le Genre prévues dans le PAI : 08 soit 19,04% pour une proportion budgétaire de 07,67%. Pèrèré : Nombre total d'activités prévues dans le PAI : 21 ; Nombre d'activités intégrant le Genre prévues dans le PAI : 09 soit 42,85% pour une proportion budgétaire de 28,74%. Tchaourou : Nombre total d'activités prévues dans le PAI : 77 ; Nombre d'activités intégrant le Genre prévues dans le PAI : 20 soit 16,88 % pour une proportion budgétaire de 12,91%.				Les rapports de mise en œuvre des PAI 2013 intégrant le genre seront disponibles et analysés ultérieurement

Suivi-évaluation et capitalisation	Appui aux communes pour la mise en œuvre des autoévaluations participatives de la gouvernance locale au titre de 2012	Le score global moyen au niveau de la ZIP est de 2,23 en légère régression par rapport à 2011 (2,28). Ceci s'explique par le fait que la troisième tranche du FADEC 2010 a été mise à la disposition des communes en 2011, biaisant de fait les scores obtenus au cours de cet exercice.	les 7 communes de la ZIP disposent d'un dispositif de collecte de données de suivi du FDL fonctionnel	7	7	
			1 auto-évaluation est organisée par chaque commune par année.	1	1	
	Suivi appui conseil aux communes de N'Dali et Nikki pour la poursuite de la modernisation des services d'état civil ;	La numérisation des données d'état civil se déroule au ralenti. Des problèmes techniques sont apparus et le non versement des émoluments prévus aux opératrices de saisie constitue un frein à la poursuite de l'opération.				
	Actualisation des données du projet: mission de collecte des données de mise en œuvre du projet	La mission de suivi effectuée à cet effet a permis de collecter des données complémentaires sur la performance du circuit de mise en œuvre des FDL 2010 et 2011. Les données relatives aux fiches de suivi des sous projets des FDL 2010 et 2011 ont également été mises à jour en annexe du rapport. Dans le cadre de l'amélioration des outils de planification, il a été procédé à la collecte et à l'analyse des PAI 2013 sous l'aspect genre.				

La planification annuelle au titre du produit 5 a été mise en œuvre à l'exception de l'activité portant sur l'analyse du degré de mise en œuvre des PAI 2013 intégrant le genre. Ces rapports sont attendus au premier trimestre de l'année 2014. Le budget utilisé est de 73,07% des ressources prévues (voir ci-dessous). La stratégie a été modifiée pour tenir compte des ressources effectivement disponibles au niveau du projet.

Les coûts par source de financement, des activités menées se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 14 : Réalisations financières du produit 5

ACTIVITES	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT EN FCFA								COUT TOTAL		
	UNCDF		FBSA		PNUD		BUDGET NATIONAL				
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Taux
Appui à la maitrise d'ouvrage communale	15 500 000	11 905 990	0	0	0	0	0	0	15 500 000	11 905 990	76,81
Suivi-évaluation et capitalisation	5 272 000	3 272 510	0	0	0	0	0	0	5 272 000	3 272 510	62,07
TOTAL	20 772 000	15 178 500	0	0	0	0	0	0	20 772 000	15 178 500	73,07

GUICHET: INFRASTRUCTURES SOCIO-COLLECTIVES										
6 921 800	Construction d'un dallot D1	voie Saoré-Kokabo	Indéterminé	indéterminé	3 478 159	3 304 251	95%	100%	fonctionnel	
	Construction de toilettes à la maternité	Kokabo	Indéterminé	Indéterminé	3 298 000	0	0%	0%	Achevées	Reste la réception provisoire
	Construction d'un garde-corps au pont barrage	Gamia	Indéterminé	Indéterminé						
Total 2					6 776 159	3 304 251	47%	60%		
GUICHET : INTERCOMMUNALITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL										
13 843 600									-	
Total 3										
Frais de suivi du comité					1 617 760	1617760	100%	100%		
TOTAL			327	172	55 305 117	46 371 454	84%	98%		

8 297 600	Forage de pompe à motricité humaine 1	Dérassi	260	Non déterminé	8 302 000	8 302 000	100%	100%	forage équipé de pompe à motricité humaine. Déjà fonctionnelle.	
Total 2			260		8 302 000	8 302 000	100%	100%		
GUICHET : INTERCOMMUNALITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL										
16 595 200	Equipement complémentaire de la mini laiterie (09 motos, thermoscelleuse, imprimante)				5 550 000	4 995 000	90%	100%		09 motos, une thermocelleuse et une imprimante sont livrés à la mini laiterie. Quant à la foire, elle est prévue pour se tenir en 2013
	Appui à l'organisation d'une foire communale pour la promotion du Développement Locale	non déterminée			13 200 000		0%	0%		
Total 3					0					
TOTAL			439		55 790 583	37 404 214	24%			

GUICHET: INFRASTRUCTURES SOCIO-COLLECTIVES										
7 119 000	Construction d'un incinérateur et fourniture des équipements au dispensaire d'Alafiarou	Alafiarou			4 128 500	4 128 500	100%	100%	fonctionnel	
	Construction d'une latrine à 4 cabines au marché de Banhoukpo	Banhoukpo			2 211 843	2 211 843	100%	100%	fonctionnel	
Total 2					6 340 343	6 340 343	100%	100%		
GUICHET : INTERCOMMUNALITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL										
14 238 000	Convention avec ADeCOB	Témé, Wèrèkè, Wobakarou et Darnon			2 691 075	2 691 075	100%	100%		
	Formation des opérateurs économiques	Toute la commune	60		11 546 925					La série de formations va commencer dans le d'octobre/2013
Total 3					14 238 000	14 238 000	100%	100%		
Suivi					1 714 542	1 714 542	100%	100%		
TOTAL :			223	147	69 634 235	58 087 310	83%	100%		

6 983 400	Latrine à 3 cabines au bureau d'arrondissement	Bori	Personnel d'arrondissement (5 personnes)+ usagers		5 990 033	5 990 033	100%	100%	fonctionnel	retenue de garantie payée
	Latrine à 4 cabines au marché	Gounin	700							
	Latrine à 4 cabines au marché	Binassi	700							
Total 2			1400		5 990 033	5 990 033	100%	100%		
GUICHET : INTERCOMMUNALITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL										
13 966 800	Organisation de la foire	N'Dali			12 500 000	12 500 000	100%			Foire organisée dans le mois d'Août 2013
	Formation des opérateurs économiques	Toute la commune			1 466 800					La série de formations va commencer dans le d'octobre/2013
Total 3					13 966 800		100%			
Suivi					2 095 020	2 095 020	100%			
TOTAL :			2 011	96	67 669 353	57 539 136	85%			

GUICHET: INFRASTRUCTURES SOCIO-COLLECTIVES										
9 757 000	Etude de faisabilité, implantation et contrôle de l'exécution des travaux d'un forage d'alimentation en eau potable à Koko-Gah	Koko-Gah			995 000	995 000	100%	100%	Fonctionnel	
	Réalisation d'un forage équipé de pompe à motricité humaine Koko-Gah		200	200	6 460 000	6 459 980	100%	100%	Fonctionnel	
Total 2					7 455 000	7 454 980	100%	100%		
GUICHET : INTERCOMMUNALITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL										
19 514 000	Convention avec ADeCOB (intercommunalité)				2 691 075	2 671 075	100%	100%		
Total 3					2 691 075	2 671 075	100%	100%		
TOTAL :					78 274 632	78 274 612	100%	100%		

Total 1				65	50	66 634 673	63 762 231	90%	100%		
----------------	--	--	--	-----------	-----------	-------------------	-------------------	------------	-------------	--	--

GUICHET: INFRASTRUCTURES SOCIO-COLLECTIVES											
9 571 100	Construction d'un forage	El-Hadj Somou Gah	200		8 197 000	8 197 000	100%	100%	Fonctionnel		
Total			200		8 197 000	8 197 000	100%	100%			
GUICHET : INTERCOMMUNALITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL											
19 142 100	Organisation d'une foire communale diversifiée	Commune			13 515 000	13 515 000	100%	100%	Réalisé		
	Acquisition de 5 frigos, un groupe électrogène et d'une table d'ensachage au profit de la mini-laiterie de Nikki	Nikki			4 975 000	4 477 500	90%	100%	Fonctionnel	Réceptionnés	
Total 3					18 490 000	17 992 500	97%	100%			
	Frais de suivi des projets				2 114 767	2 114 767					
TOTAL			265	50	95 436 440	92 056 498	96,46%	97%			

II- TABLEAU DE SUIVI DES INDICATEURS

Logique d'intervention	Indicateurs				Observations
	Libellé	Baseline	Cible (2014)	Valeur actuelle	
Objectif global (impact) : <i>Les conditions de vie des populations du Borgou s'améliorent de façon durable</i>	Le taux de pauvreté monétaire est réduit de 2 points d'ici à 2014 dans chacune des 7 communes.	Voir étude de référence	Voir étude de référence	-	La mesure de ces indicateurs est tributaire des enquêtes nationales EMICOV et d'un retraitement des données par l'INSAE
	Le taux de pauvreté non monétaire est réduit de 2 points d'ici à 2014 dans chacune des 7 communes.	Voir étude de référence	Voir étude de référence	-	
Objectif spécifique : <i>Les communes améliorent la sécurité alimentaire des populations notamment celle des femmes, des pauvres et des groupes vulnérables</i>	La proportion de la population touchée par l'insécurité alimentaire est réduite de 2 points d'ici à 2014 dans chacune des 7 communes.	Voir étude de référence	Voir étude de référence	-	La mesure de ces indicateurs est tributaire des enquêtes nationales AGVSAN, EDS, EMICOV et d'un retraitement des données par l'INSAE
	Le taux de malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduit de 3 points d'ici à 2014.	Voir étude de référence	Voir étude de référence	-	

Produit5 : Les politiques publiques locales des communes de la ZIP sont améliorées	L'indice de satisfaction des bénéficiaires par rapport à la fourniture des services publics s'est amélioré de 20% d'ici à 2014	2,00	2,4	2,04	
	Le score obtenu lors des auto-évaluations participatives des communes s'améliore chaque année à compter de 2011	2,12	2,33	2,23	

Logique d'intervention	Indicateurs				Observations
	Libellé	Baseline	Cible 2014	Valeur actuelle	
Activités planifiées					
Activité 1.1 : Appui au pilotage de la décentralisation (Ponadec ; diffusion des outils ; opérationnalisation PAC)	La PONADEC est adoptée et les plans d'action sont mis en œuvre	0	1	0	PONADEC adopté et vulgarisée en 2009 et 2010. Néanmoins, la non-installation du SP/PONADEC ne permet pas la mise en œuvre des activités afin que le Plan d'Action. Elaboration et expérimentation du SIT à N'Dali (fonctionnel), extension à Tchaourou et Parakou, encore très laborieuse.
	Au moins 2 actions du plan programme d'assistance-conseil de la Préfecture sont mises en œuvre par année avec l'appui financier du projet en lien avec les fonctions de la tutelle (contrôle de conformité des actes, appui conseil)	0	8 ⁹	2	

⁹ Soit 2 actions par an.

capacités des acteurs en lien avec la SECALIN	insécurité alimentaire ¹¹ sont formés sur au moins 2 thèmes.		ménages)	ménages)	
Activité 2.4 : Appui à l'éducation nutritionnelle	75% des villages vulnérables sont touchés par chacune des actions de CCC mises en œuvre dans le domaine de la nutrition.	0	75% (42 sur 55 villages)	89% (49 sur 55 villages)	

¹¹ D’après le ciblage du projet, 34,8% des ménages de la ZIP sont en insécurité alimentaire soit 383 ménages au total mais l’indicateur a pris comme **base** l’ensemble des ménages des villages vulnérables soit 936 ménages. Il n’est pas techniquement possible d’interdire l’accès des autres ménages du village aux groupements.

